

« Analyse des conditions de vie des ménages à partir des données de l'enquête QUIBB (2006) et du recensement général de la population (2008) »

par
*NIYONGABO Gilbert*¹⁵

Résumé.

Le Burundi est un pays pauvre avec un revenu de 140\$ par habitant mais aspire à une croissance élevée pouvant même atteindre 720\$ selon la Vision Burundi 2025. Pour y arriver quelques réformes portant sur l'accès aux services de base comme la scolarité de base ou les soins maternels et infantiles ont permis d'améliorer la qualité de vie. Malheureusement, les données sur tout le pays manquent et il faut se contenter de données sectorielles.

Le but de cette analyse est de partir des données du recensement de 2008 pour analyser l'impact des mesures économiques et sociales sur la pauvreté en se basant sur les données de basant du QUIBB 2006. Malgré comparaison difficile à établir, le constat est qu'il y a eu une légère amélioration au regard de certaines variables non monétaires comme l'accès à l'eau potable et le matériel utilisé pour le toit des maisons. Ces variables montrent une proportion allant de 5 à 10% au niveau de l'amélioration des conditions de vie des bénéficiaires. Toutefois, il faut encore des études plus approfondies pour mesurer l'impact de la pauvreté au niveau global et national.

Mots Clés : Pauvreté monétaire et non monétaire, économie du développement.

¹⁵ NIYONGABO Gilbert est Enseignant à la FSEA, Université du Burundi, BP 1280 Bujumbura-Burundi, Email : niyongabog@hotmail.com.

1. Introduction générale

Le Burundi est un pays post conflit qui fait des efforts de reconstruction après plusieurs années de guerre fratricide entre les couches de la population. Il est parmi les trois derniers pays les plus pauvres de la planète d'après le rapport sur le Développement humain du PNUD avec un IDH de 0.394 en 2007 et un PIB/habitant de 338 dollars en PPA selon une étude de la Banque Mondiale. Une étude sur les conditions de vie de 2006 montre que près de 66.9% de la population vit en deçà du seuil de pauvreté. Le milieu rural étant celui qui regorge plus de pauvres sur le plan de l'incidence, de l'intensité et de la profondeur.

Au niveau de l'éducation, en 2009¹⁶, le taux brut de scolarisation est estimé à 130,4 % (dont 124,7% pour les filles) et le taux net de scolarisation est estimé à 89,7% avec un taux de 87,9% pour les filles. Le taux d'alphabétisation des adultes est estimé à 44,72% pour les deux sexes avec un taux de 34,8% et 57,2% pour le sexe féminin et masculin respectivement. Le taux de fécondité est très élevé (en moyenne 6,2 enfants par femme). Les taux de mortalité générale et infantile¹⁷ sont estimés respectivement à 20,4 et 113,8 pour 1000 en 2007. Suite à la mesure présidentielle de 2005 de la gratuité des soins aux femmes qui accouchent et aux enfants de moins de 5 ans, le nombre de femmes accouchant dans des structures sanitaires a

¹⁶ Indicateurs de l'enseignement primaire par commune du Ministère de l'enseignement primaire et secondaire, année scolaire 2008/2009

¹⁷ Le taux de mortalité infantile indique le taux de probabilité de décès entre la naissance et le premier anniversaire calculé pour 1000 naissances vivantes

augmenté, les taux de mortalité maternelle et infantile ont diminué, mais l'accès aux médicaments reste un problème.

La productivité du travail dans le secteur primaire, qui emploie environ 90% de la population et qui contribue à hauteur de 40% au PIB, est très faible. L'agriculture, essentiellement vivrière, est marquée par une très grande vulnérabilité aux conditions climatiques et aux maladies, d'où une très grande variabilité de la couverture des besoins alimentaires, qui reste globalement insuffisante.

La formulation de politiques de lutte contre la pauvreté passe par la compréhension des mécanismes de transmission des effets des interventions publiques sur la distribution des revenus et le bien-être des populations. Au Burundi, l'engagement politique se manifeste au travers l'augmentation du budget alloué aux secteurs sociaux, de la déclaration d'engagement par rapport aux Objectifs du Millénaire pour le Développement et du Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté (CSLP). Mais le nombre et l'intensité des actions concrètes restent limités suite à un nombre élevé de contraintes liées à la qualité de la gouvernance, à l'insécurité sociale, à l'instabilité du cadre macroéconomique de croissance, au faible développement du capital humain et aux perturbations de l'économie mondiale (Rapport intérimaire du CSLP I). Le gouvernement vient de réaliser son premier Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte Contre la Pauvreté et les progrès enregistrés sont satisfaisants sur le plan social. C'est sur le plan de croissance économique que les

résultats demeurent encore mitigés. Le Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte Contre la Pauvreté vise à préserver les acquis du CSLP-I en mettant un accent particulier sur les activités de promotion de la croissance économique.

Au Burundi, les études sur les conditions de vie sont rares et se font à des intervalles de temps irréguliers. La mise en œuvre de cette stratégie de lutte Contre la Pauvreté de deuxième génération (CSLP II) nécessite d'établir une situation de référence solide sur les conditions de vie des populations afin de pouvoir en mesurer l'impact.

Ce papier analyse la trajectoire des conditions de vie des ménages en utilisant les données des enquêtes QUIBB et 2006 et le Recensement Général de la Population et de l'Habitat de 2008. L'appréciation de l'évolution des conditions de vie se fait à partir des fréquences des variables de conditions de vie et de patrimoine ainsi que les scores et les contributions issues de la méthode des correspondances multiples ACM. La grande limite des études sur les conditions de vie au Burundi est l'absence des données en panel qui pourraient permettre d'analyser les mouvements d'entrée et de sortie pour rendre efficace les politiques de lutte. De plus, le fait que les deux bases de données ne disposent pas les mêmes variables des conditions de vie et des modalités rend difficile l'analyse que nous voulons faire. Il est déplorable que le recensement général de l'habitat ne comporte pas des données sur l'accès aux services de santé et d'éducation qui pourraient nous permettre d'apprécier les effets de mesure de gratuité

entreprises dans le domaine de la santé et de l'éducation. Le présent article s'articule autour de trois sections. La première section est consacrée à l'introduction générale, la seconde section se rapporte au concept de pauvreté multidimensionnelle et la troisième section est consacrée à la méthodologie et aux données utilisées. Enfin la dernière section présente les résultats de l'évolution des conditions de vie à partir de ces deux bases de données.

2. Pauvreté non monétaire

Deux grandes approches existent en matière d'analyse de la pauvreté. Il s'agit de la pauvreté monétaire et non monétaire. La première approche utilise le revenu comme indicateur de bien-être. Cet indicateur est remplacé par un indice composite construit à partir des indices primaires de bien-être. La base de données QUIBB 2006 présente les deux types d'information tandis que le recensement présente uniquement les informations de l'approche non monétaire. Aucune information en rapport avec la consommation des ménages n'a été relevée.

A cet égard, on exploite les travaux de Filmer et Pritchett (1998, 2001), Hammer, (1998), Sahn et Stifel (2001); Pradhan, Sahn et Younger, (2002) et ceux de Vodounou et Ahokey (2002) pour

construire un indice composite de niveau de vie ¹⁸ basé sur une analyse en correspondances multiples (ACM).

D'après l'approche multidimensionnelle de la pauvreté, un individu sera considéré comme pauvre s'il ne peut pas disposer d'un minimum de biens et services de base. Il s'agit des biens et services dont la satisfaction est considérée comme une condition sans laquelle on ne peut atteindre une qualité de vie acceptable. Il s'agit d'un certain nombre de conditions d'existence qui comprennent l'alimentation, le logement, les services de santé, éducation, eau potable, la distance par rapport aux infrastructures de base (Assalin L.M et Anyck D. 2000). La principale difficulté de l'approche multidimensionnelle de la pauvreté est le problème de la détermination des besoins de base qui peuvent varier d'un individu à un autre selon le milieu de vie ou selon l'âge et le sexe.

Les approches non monétaires ont donné lieu à l'identification de formes spécifiques de privations de biens et sont fréquemment utilisées dans les études faites dans les pays développés que dans les pays en développement. Les principaux besoins de base pris en compte sont : l'éducation ; la santé ; l'hygiène ; l'assainissement ; l'eau potable ; l'accès aux infrastructures de base etc.

¹⁸ Le **niveau de vie** fait référence à la qualité et la quantité de biens et services qu'une personne ou une population entière peut s'approprier. Une mesure généralement utilisée du niveau de vie, pour une zone donnée, est le revenu réel par habitant. Plusieurs indicateurs sont utilisés : les dépenses de consommation des ménages par tête, l'espérance de vie à la santé, le taux net de scolarisation,...

Malheureusement certaines dimensions comme l'accès aux infrastructures n'ont pas été collectées au cours du recensement général (au Burundi).

3. Méthodologie et données utilisées

Ce papier utilise une approche méthodologique à deux niveaux. Le premier niveau d'analyse se réfère à l'analyse des fréquences des variables des conditions de ménages entre 2006 et 2008. Même certaines variables importantes ne se retrouvent pas dans les deux bases de données d'une part, et les modalités des variables différentes sur les mêmes bases entre les deux bases d'autre part, cette analyse exploratoire basée sur les fréquences montre les évolutions récente du phénomène. En cas d'impossibilité d'analyse dynamique, un état des lieux est dressé sur l'année concernée.

Le second niveau se focalise sur l'analyse des coordonnées, des contributions de chacun des modalités dans la construction de l'axe de pauvreté issues de la méthode des correspondances multiples. Le bien-être est déterminé à partir des scores réalisés par les ménages et ceci à partir des coordonnées que ces derniers réalisent sur l'axe de pauvreté. Notons que le sens du premier axe n'a aucune importance dans la mesure où les ménages pauvres peuvent avoir des coordonnées négatives ou positives.

Pour que le premier axe factoriel puisse être interprété comme un axe de niveau de vie, il faudrait que toutes les variables utilisées pour sa détermination classent les ménages de la même façon. C'est le principe COPA « Cohérence ordinale par rapport au premier axe » (Asselin, 2001).

L'idée de base est de pouvoir résumer l'information apportée par ces indicateurs qualitatifs en un seul indicateur. La forme fonctionnelle de l'indice selon Asselin (2000) est la suivante :

$$ICB_i = \sum_{j=1}^K \gamma_j I_{ij}$$

I_{ij} est l'indicateur primaire j ($J=1, K$) pour l'individu i ($i=1, N$) ; γ_j est le poids attribué à l'indicateur J dans le calcul de l'indice composite ICB_i de l'individu i . L'indice composite peut être réécrit selon la forme fonctionnelle suivante :

$$ICB_i = \frac{\sum_{K=1}^K \sum_{J=1}^{J_K} \varpi_{J_K}^K I_{ij_K}^K}{K}$$

Avec K : nombre d'indicateur primaires ;

J_K : Nombre de modalités de l'indicateur K ;

$\varpi_{J_K}^K$: Le poids de la modalité J_K ;

I_{ij_K} : Variable binaire prenant la valeur 1 lorsque l'individu i possède la modalité J_K et 0 si non.

Ainsi défini, l'indice composite est la moyenne des poids des variables qualitatives binaires. Les méthodes d'analyses factorielles ont cet avantage de pouvoir déterminer ces coefficients de pondération de chaque variable entrant dans la construction de l'indicateur composite en évitant l'arbitraire.

Ainsi définit, le poids ϖ_j^α à attribuer à chaque composante de l'indice composite est le score normalisé de la modalité I_{ij_k} obtenu après application de l'analyse des correspondances multiples. On a :

$$\varpi_j^\alpha = \frac{\varpi_{j_k}^{\alpha k}}{\sqrt{\lambda_\alpha}}$$

Où : $\varpi_{j_k}^{\alpha k}$ représente le score de la modalité j_k sur l'axe α et λ_α la valeur propre de l'axe α .

Les données utilisées proviennent des bases de données des enquêtes QUIBB 2006 et le Recensement Général de l'Habitat de 2008. Au-delà d'un module sur les dépenses de consommation des ménages, l'enquête QUIBB dispose d'un module sur les caractéristiques des ménages du point de vue des conditions de vie, de l'habitat, du patrimoine etc. Le recensement dispose aussi des variables pouvant aider à mener ce genre d'analyse que nous voulons faire.

4. Présentation des résultats

Cette première section présente les résultats de la dynamique de certaines variables entre les deux dates en utilisant les deux bases de données en utilisant les fréquences comme instrument d'analyse. Cette discussion des résultats sur la trajectoire de la pauvreté des ménages aurait été intéressante si les deux bases contenaient les mêmes variables et modalités. Même les variables qui s'y trouvent n'ont pas les mêmes modalités et ceci constitue une embuche dans l'analyse de la dynamique des conditions de vie. En procédant au recodage pour rapprocher les modalités des variables dans les deux bases, on introduit un biais difficile à apprécier. Les commentaires qui suivent utilisent les modalités telles que décrites dans les deux bases de données. En cas d'impossibilité de comparaison des variables, une description de l'état des lieux sera faite. Les résultats sont présentés dans l'annexe 1.

4.1. Fréquences des variables des conditions de vie des ménages

Traitement de l'eau : Il ressort du tableau en annexe que 95.6% des ménages ne traitent pas l'eau avant de le boire. Pour que cet indicateur apporte des renseignements utiles, il faudrait d'abord s'interroger sur la qualité de l'eau que boivent les ménages.

Type d'habitation et partage des toilettes : près de 63.8% de population vivent en maison isolée si l'on s'en tient aux résultats du

recensement. Les résultats de l'enquête QUIBB montre que 14.6% des ménages burundais partagent des toilettes avec d'autres. Ceci est de tant plus logique puisque cette pratique s'observe dans la grande partie des cas dans les villes. Même si la qualité des toilettes des ménages ruraux reste à désirer, la majeure partie dispose de ses propres toilettes.

Sources d'eau que boivent les ménages : en 2006 et 2008, respectivement 3.6% et 3.3% des ménages disposent des robinets dans les parcelles. Ceci montre qu'entre les deux années il n'y a pas eu de progrès sensibles dans la politique de distribution de l'eau aux ménages. 60.4 % des ménages ne consomment de l'eau issue des sources protégés en 2006. En 2008, 47.5% des ménages burundais utilisant des sources aménagées tandis que 16.3% utilisaient le robinet public contre 4.4% qui ont des robinets à l'extérieur. Cependant, 10.8% continuent à puiser dans les rivières selon les données du Recensement. Une politique visant la réduction de ce taux se révèle indispensable pour améliorer les conditions de vie des ménages.

Types de toilettes, une faible proportion des ménages disposent des latrines améliorées d'après les résultats à notre disposition. 2.5% disposent des latrines améliorées branchées aux égouts en 2006 (QUIBB) tandis que selon le Recensement Général ils ne sont que 1.3% seulement des ménages burundais disposant de latrines à l'intérieur de la maison avec chasse eau. En 2006, 64.1% des ménages utilisent des latrines à fosses et ceci est de tant vrai étant

donné que la plupart des ménages ruraux sont dans cette situation. Près de 8.6% n'ont pas de toilettes proprement parlant, ils sont obligés d'utiliser la brousse comme solution de rechange.

Matériel du sol, 91.9 % des ménages ont des maisons en terres ou sable. Seulement 6.6% avaient des maisons et matériaux améliorées. Quoique les progrès enregistrés sur ce point soient timides, on enregistre quand même quelques progrès puisque le premier indice est évalué à 85.5% en 2008 soit une diminution de 6.4% des ménages qui disposent des maisons en terres ou sables. Quant au ciment et matériaux améliorés, le taux est passé de 6.6% en 2006 à 11.6% en 2008 dont 8.2% en pierres et 1.7% en carreaux ainsi que 1.7% en pierres.

Matériel du toit, les données de 2006 montrent 43.3% des ménages avaient des maisons en herbes ou qui n'ont pas de toiture. Des progrès timides ont été réalisés puisque ce taux est évalué à 39.2% en 2008. 55.3 % de ces maisons étaient en matériaux durs dont en tôles et tuiles en 2006 et ils s'évaluent à 60.7% en 2008. On observe quelques progrès à ce niveau et entre autre explication on pourrait citer la mesure du gouvernement de distribuer des matériaux de couvertures à certaines catégories de personnes démunies.

Matériel des murs, il n'y a pas de changement significatif sur cet aspect (59.6% en 2006 des maisons étaient en briques adobes contre 60.2% en 2008). 5.6% des maisons étaient en ciment et matériaux

durables dont les pierres et les briques cuites en 2006 contre 8.8% en 2008.

Combustibles utilisés pour la cuisson, 93.6% des ménages utilisent le bois comme combustible de cuisson en 2006. Ce taux est évalué à 88.2% en 2008. Les autres résultats sont difficilement comparables. Nonobstant, on observe quelques progrès à ce niveau.

Types d'éclairage utilisés, quelques progrès ont été réalisés à ce niveau puisque le pourcentage des ménages qui utilisent le bois de chauffage comme mode d'éclairage est passé de 55.6% en 2006 à 42.9% en 2008. Ceux qui utilisent l'électricité comme d'éclairage est passé de 4.3% à 4.8% entre les deux dates.

Ces paragraphes ont passé en revue les progrès réalisés sur les conditions de vie des ménages. Il y a eu des progrès sur certains points mais les résultats restent mitigés sur d'autres.

Enfin, le tableau en annexe dénote des résultats réalisés sur les patrimoines des ménages. Il est à noter que des progrès ont été enregistrés sur certains actifs comme : Téléphone fixe (1.2% à 1.3%) ; bicyclette (10.4% à 11%) ; Téléphone mobile (3.4% à 6.2%) et la radio (31.5% à 42.6%).

4.2. Scores et contributions des variables sur l'axe factoriel

Dans cette section d'analyse des résultats, nous présentons les scores réalisés par les ménages sur le premier axe comme le montre le tableau de l'annexe 2. Sur la base de données QUIBB 2006, l'axe 1 explique 12% de la variance totale et 10% selon les données du RGHP 2008. La principale difficulté au niveau de cette analyse que nous menons c'est que les résultats sont présentés sur des échantillons différents. De plus, les variables qui y sont présentés n'ont pas les mêmes modalités entre les deux périodes. Cependant, le sens et l'ampleur du score nous permettent d'apprécier l'ampleur du phénomène pour les catégories des ménages qui remplissent tel ou tel autre modalité. C'est ce genre d'analyses qui montrent les leviers sur lesquels il faudrait agir pour lutter contre la pauvreté. Comme déjà signalé en haut, il est regrettable que Le Recensement ne fournisse aucune indication sur l'accès et la qualité aux infrastructures et services publics en vue d'analyser les effets des politiques mises en œuvre depuis 2006. Une telle réflexion se révèle indispensable en matière d'analyse d'impact. Il est à remarquer que les signes des axes que nous décrivons ont des sens opposés. En utilisant les données de l'enquête QUIBB 2006, un signe négatif pour le premier axe signifie que le fait de vérifier la modalité en question réduise la probabilité d'être pauvre et l'ampleur de cette réduction est appréciée en fonction de l'ampleur de sa valeur absolue. Ceci est totalement le contraire en utilisant RGHP, un signe positif traduit que le fait de vérifier la modalité réduise la probabilité d'être pauvre.

Approvisionnement en eau : Avec les données de l'enquête QUIBB, nous remarquons que le fait de disposer de l'eau à l'intérieur de logement était un signe de richesse avec un score de -3.13. Ceci me semble logique étant donné que dans la plupart des cas, ceci est la caractéristique des personnes nantis. Quoique cette discrimination selon cette variable ne soit pas trop prononcée en utilisant les données du RGHP2008 qu'en 2006, le fait d'avoir de l'eau à l'intérieur de la parcelle réduit la probabilité d'être pauvre (-0.03).

Type de toilettes utilisées : Notre présomption selon laquelle les ménages qui disposent des toilettes modernes avec chasse eau et branchées à l'égout ou à la fosse septiques sont les plus nantis reste vérifiée selon nos résultats 2006. Le score est de -3.51. La discrimination n'est pas nette en utilisant les données du RGPH puisque le signe est contraire à celui attendu de l'ordre de -0.08.

Matériaux du sol et pavement : Les résultats obtenus selon l'enquête QUIBB 2006 ne sont pas trop significatifs. Par contre, les résultats du RGPH montrent que le fait d'avoir une maison en terre traduit une situation de pauvreté (-0.026).

Matériel du Toit : La présomption selon laquelle le fait de disposer d'une maison en tôle est un signe de bien-être est vérifiée selon les résultats obtenus en utilisant nos deux bases de données. Le score est de -0.12 en 2006 et de 0.14 selon le recensement.

Type de combustible pour la cuisson : Les ménages qui utilisent le charbon de bois ou l'électricité ont moins de chance d'être pauvres sur le plan. Ces ménages ont un score de -2.29 selon l'enquête QUIBB. Par contre, le fait d'utiliser le bois de chauffage est un signe de

pauvreté avec un score de 0.24 selon toujours les résultats de cette même enquête. Ces résultats sont confirmés selon les données du recensement.

Type d'éclairage et les variables de patrimoines : L'électricité comme source d'éclairage de la maison traduit un signe de bien-être selon les deux enquêtes. La plupart des variables de patrimoines ne sont pas bien représentés mais d'or et déjà nous remarquons que le fait de disposer certains biens comme les téléviseurs, frigo , radio etc réduise la probabilité d'être pauvre et ceci est conformes à nos attentes.

CONCLUSION

Ce papier fait une étude comparative des conditions de vie des ménages avec deux bases de données différentes, l'enquête QUIBB 2006 qui a plusieurs types de données et de variables caractéristiques des conditions de vie et le Recensement Général de la population de 2008. Plusieurs indicateurs disposent de données permettant de constater que les ménages ont vu leurs conditions s'améliorer grâce notamment aux mesures de gratuité des frais scolaires et celle des soins maternels et infantiles. Néanmoins, au-delà de la limite de la démarche méthodologique et des bases de données différentes, la proportion des pauvres, dans le sens de la privation des biens reste élevée et cela nécessite des études approfondies pour tirer des conclusions sur les mesures spécifiques de politique sociale et de soutiens accordés de la part des intervenants dans le milieu rural.

Références Bibliographiques

ALAYA O., IDRISSE O. ET AWA M. (2010) : PAUVRETE ET VULNERABILITE AU BURKINA FASO : INDICATEUR COMPOSITE DE NOYAU DUR DE LA PAUVRETE. CAHIER DE RECHERCHE PMMA.

Araar A., and Duclos.J.-Y., (2009): DASP: Distributive Analysis Stata Package, User Manual version 2.1. PEP, CIRPEE and World Bank. November.

Bibi S., 2002 : Mesurer la pauvreté dans une perspective multidimensionnelle : une revue de la littérature. FSEG de Tunis et CIRPEE Laval. Octobre

Borel A., Francis N. et Rosine T. (2007) : Pauvreté et inégalités des conditions de vie au Cameroun : une approche micro multidimensionnelle. Cahier de recherche PMMA 2007.

Deaton A. (1999): The analysis of household surveys: A microeconomic approach to development policy. United States of America, the Johns Holpins University press.

Filmer D. and Pritchett L.H., (2001): Estimating wealth effects without expenditure data-or tears: an application to educational enrollments in States of India. Demography, Volume 38-number 1: 115-128. February.

Foko Tagne et al. (2007) : Pauvreté et Inégalités des conditions de vie au Cameroun : une approche micro-multidimensionnelle, cahier de recherche PMMA 2007- 02, PEP, Janvier

Kassim D et all : Genre et dynamique de la pauvreté des conditions de vie au Mali (2001-2006). Cahier de recherche PMMA 2009-2010.

Ki et al (2005) : Pauvreté multidimensionnelle au Sénégal : une approche non monétaire par les besoins de base, cahier de recherche PMMA 2005- 05 PEP Octobre.

Ki J.B, Faye S., et Faye B. (2005) : pauvreté multidimensionnelle au Sénégal : une approche non monétaire par les besoins de base. Cahier de recherche PMMA 2005-05, PEP.

IIème Vice-Présidence , SP/REFES, Rapport d'Evaluation du CSLP I, 2010.

MPDR, CURDES, Rapport de l'Enquête QUIBB 2006.

Sammuel A (2006) : pauvreté multidimensionnelle au Congo : une approche non monétaire

ANNEXES

TABLEAU1 : Fréquences des variables de conditions de vie des ménages

QUIBB 2006		RGHP 2008	
Variables	Fréquences	Variables	Fréquences
Traitez-vous de l'eau avant de la boire ?			
Oui	4.4		
Non	95.6		
Partagez vous des toilettes avec d'autres ?			
Oui	14.6	Type d'habitation	
Non	85.4	Rugo	29.0
		Maison Isolée	63.8
		Bâtiments à plusieurs logements	5.6
		Immeuble d'appartement	0.2
		Autres	1.5
Principales sources d'eau que boivent les ménages			
Eau de logement/parcelle	3.6	Principal source d'approvisionnement en eau	
Bornes fontaines protégés	60.4	Eau de robinet intérieur	3.3
Sources non protégées	36	Eau de Robinet Extérieur	4.4
		Robinet Public	16.3
		Sources aménagées	47.5
		Sources non aménagés	17.7
		Rivière/Lac et autres	10.8
Types de toilettes			
Latrines améliorées branchées à l'égout ou fosse sceptique	2.5	Types de toilettes	
Latrines ouvertes	26.8	Latrines à l'intérieur avec chasse eau	1.3
Latrines à fosses	64.1	Latrines à l'extérieur privé	62.2
Pas de toilettes	6.6	Latrines à l'extérieur collectif	27.9
		Brousses et autres	8.6
Principal matériel du sol			
Terre/sable et bouse	91.9	Matériel de pavement	
Ciment et matériaux améliorés	6.6	Terre	85.5
Autres	1.5	Ciment	8.2
		Pierres	1.7
		Carreaux	1.7
		Briques cuites	3.0

Principal matériel du toit		Matériel de mur	
Pas de toitures/toitures en herbes	43.3	Tôles	33.3
Matériaux et tôles	30.8	Tuile locale	25.7
Tuile/ciment	25.5	Tuile/ardoise industrielle	1.5
autres	0.4	Béton	0.2
		Cartons/sheeting	1.2
		Paille et autres	38
Principal matériel des murs		Matériaux des murs extérieurs	
Matériaux non durables	14.3	Bois/pisé non cimenté	24.3
Briques adobes	59.6	Bois/pisé cimenté	1.5
Pisé couvert et non couvert	19.4	Briques adobes	60.2
Ciment et autres matériaux durables	5.6	Briques cuites	8.3
Autres	1.0	Blocs ciment/béton	0.5
		Autres	5.2
Types de combustibles utilisés pour la cuisson		Types de combustibles utilisés pour la cuisson	
Charbon de bois/électricité	6.0	Electricité/Gaz/pétrole	4.0
Bois	93.6	Bois de chauffage/charbon de bois	38.2
Autres	0.4	Matériaux végétaux (herbes, feuilles etc)	5.7
		Tourbes/autres	2.3
Votre ménage dispose il d'un matelas ?			
Oui	12.2		
Non	87.8		
Votre ménage dispose il d'une cuisinière ?			
Oui	0.8		
Non	99.2		
Votre ménage dispose il d'une couverture ?			
Oui	81.8		
Non	18.2		

Votre ménage dispose il d'un téléphone fixe ?		Votre ménage dispose il d'un téléphone fixe ?	
Oui	1.2	Oui	1.3
Non	98.8	Non	98.7
Votre ménage dispose il d'une moustiquaire?			
Oui	20.5		
Non	79.5		
Votre ménage dispose il d'un téléphone mobile ?		Votre ménage dispose il d'un téléphone mobile ?	
Oui	3.4	Oui	6.2
Non	96.6	Non	93.8
Votre ménage dispose il d'une chaise ?			
Oui	58.8		
Non	41.2		
Votre ménage dispose il d'un téléviseur ?		Votre ménage dispose il d'un téléviseur ?	
Oui	2.4	Oui	2.3
Non	97.6	Non	97.7
Votre ménage dispose il d'une bicyclette ?		Votre ménage dispose il d'un vélo	
Oui	10.4	Oui	11.1
Non	89.6	Non	88.9
Votre ménage dispose il d'un radio?		Votre ménage dispose il d'un radio?	
Oui	31.5	Oui	42.6
Non	68.5	Non	57.4
Votre ménage dispose il d'une moto ?		Votre ménage dispose il d'une moto ?	
Oui	0.8	Oui	0.4
Non	99.2	Non	99.6
Votre ménage dispose il d'un fer à repasser charbon ?			
Oui	4.9		
Non	95.1		

Votre ménage dispose il d'une voiture ?

Oui	0.5
Non	99.5

Votre ménage dispose il d'un fer à repasser électrique ?

Oui	1.8
Non	98.2

Votre ménage dispose il d'un frigo ?

Oui	1.0
Non	99.0

Votre ménage dispose il d'un ventilateur ?

Oui	0.5
Non	99.5

Êtes-vous propriétaire du logement ?

Oui	95.1
Non	4.9

Type d'occupation de la maison

Propriétaire	84.5
Location	9.3
Logement gratuit	3.6
Logement de fonction	0.3
Refugie/ campement provisoire	2.3

Type d'éclairage utilisé dans la maison ?

Electricité/groupe électrogène/solaire	4.3
Lampe à pétrole	16.7
Lampion (lampe à pétrole artisanale)	18.4
Bougie	3.1
Bois	55.6
Autres	1.9

Type d'éclairage utilisé dans la maison ?

Electricité	4.8
Lampe à pétrole	8.8
Feu de bois	42.9
Lampion	28.8
Bougie	7.0
Autres	7.7

Votre ménage est il agricole ?

Oui	93.3
Non	6.7

Votre ménage dispose il des bovins ?		Statut du chef de Ménage dans l'emploi	
Oui	9.2	Indépendant	87.2
Non	90.8	employeur	0.3
		Salarié permanent	3.8
		Salarié temporaire	2.4
		Apprenti/aide familial	2.9
Votre ménage dispose il des ovins ?			
Oui	11.2		
Non	89.8		
Votre ménage dispose il des caprins ?			
Oui	34.1		
Non	65.9		
Votre ménage dispose il des porcins ?			
Oui	10.9		
Non	89.1		
Votre ménage dispose il des volailles ?			
Oui	24.3		
Non	75.7		
Votre ménage dispose il des lapins ?			
Oui	5.7		
Non	94.3		

Sources : Données de l'Enquête QUIBB 2006 et Recensement Général de l'Habitat 2008

Tableau 2 : Scores des variables de conditions de vie sur l'axe 1 de pauvreté

QUIBB 2006		RGHP 2008	
Variabiles	Scores	Variabiles	Scores
		Type d'habitation	
		Rugo	-0.03
		Maison Isolée	-0.09
		Bâtiments à plusieurs logements	0.20
		Immeuble d'appartement	0.03
		Autres	0.06
Principales sources d'eau que boivent les ménages		Principal source d'approvisionnement en eau	
Eau de logement/parcelle	-3.13	Eau de robinet intérieur	0.15
Bornes fontaines protégés	0.15	Eau de Robinet Extérieur	0.17
Sources non protégées	0.28	Robinet Public	0.05
		Sources aménagées	-0.12
		Sources non aménagés	-0.05
		Rivière/Lac et autres	-0.04
Types de toilettes		Types de toilettes	
Latrines améliorées branchées à l'égout ou fosse sceptique	-3.51	Latrines à l'intérieur avec chasse eau	-0.08
Latrines ouvertes	0.17	Latrines à l'extérieur privé	0.14
Latrines à fosses	0.01	Latrines à l'extérieur collectif	0.13
Pas de toilettes	0.4	Brousses et autres	0.00
Principal matériel du sol		Matériel de pavement	
Terre/sable et bouse	0.25	Terre	-0.26
Ciment et matériaux améliorés	0.09	Ciment	0.24
Autres	-0.20	Pierres	0.06
		Carreaux	0.04
		Briques cuites	0.02

Principal matériel du toit	
Pas de toitures/toitures en herbes	0.4
Matériaux et tôles	-0.12
Tuile/ciment	0.08
autres	0.00

Matériel du toit	
Tôles	0.14
Tuile locale	-0.07
Tuile/ardoise industrielle	0.09
Béton	0.03
Cartons/sheeting	0.01
Paille et autres	-0.07

Principal matériel des murs	
Matériaux non durables	0.36
Briques adobes	0.06
Pisé couvert et non couvert	0.30
Ciment et autres matériaux durables	-1.16
Autres	-0.51

Matériaux des murs extérieurs	
Bois/pisé non cimenté	-0.07
Bois/pisé cimenté	0.03
Briques adobes	-0.06
Briques cuites	0.14
Blocs ciment/béton	0.07
Autres	0.04

Types de combustibles utilisés pour la cuisson	
Charbon de bois/électricité	-2.29
Bois	0.24
Autres	-0.51

Types de combustibles utilisés pour la cuisson	
Electricité/Gaz/pétrole	0.05
Bois de chauffage/charbon de bois	0.05
Matériaux végétaux (herbes, feuilles etc)	0.05
Tourbes/autres	-0.23

Type d'éclairage utilisé dans la maison ?		Type d'éclairage utilisé dans la maison ?	
Electricité/groupe électrogène/solaire	-2.93	Electricité	0.26
Lampe à pétrole	-0.09	Lampe à pétrole	0.04
Lampion (lampe à pétrole artisanale)	0.16	Feu de bois	-0.13
Bougie	-0.27	Lampion	-0.03
Bois	0.34	Bougie	0.05
Autres	0.01	Autres	0.00
Variables de patrimoines		Variables de patrimoines	
Téléviseur	-3.43	Téléviseur	0.08
Téléphone mobile	-2.93	Téléphone mobile	0.17
Fer à repasser à charbon		Fer à repasser à charbon	
Fer à repasser électrique	-4.08	Fer à repasser électrique	
Voiture		Voiture	
Frigo		Frigo	
Ventilateur		Ventilateur	
Radio	-0.27	Radio	0.02
Montre	-0.84	Porc	-0.03
Moustiquaire	-0.55	Betail	0.01
Matelas	-1.29	Moto	0.04

Source : Nos calculs avec STATA à partir des données des Enquêtes QUIBB2006 et RGHP 2008



Centre Universitaire de Recherche pour le Développement Economique et Social

Référence bibliographique des Cahiers du CURDES

Pour citer cet article / How to cite this article

NIYONGABO Gilbert, Analyse des conditions de vie des ménages é partir des données de l'enquête QUIBB 2006 et du recensement général de la population (2008), pp. 191-217, Cahiers du CURDES n° 13, Septembre 2012.

Contact CURDES : curdes.fsea@yahoo.fr